

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 18 décembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une proposition de loi "modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques", a donné le 22 décembre 1992 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 18 december 1992 door de Voorzitter van de de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen", heeft op 22 december 1992 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Le texte proposé en vue de compléter le paragraphe 1er de l'article 2 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, tend à permettre aux partis politiques d'imputer 25 p.c. du total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale, aux candidats, en précisant qu'en ce cas "un candidat ne pourra imputer un montant supérieur à 10 p.c. de la quotité définie par le présent alinéa". En outre, ce texte prévoit que les partis "peuvent axer leur campagne électorale aux niveaux de l'Etat et des arrondissements sur un ou plusieurs candidats" et qu'en ce cas, les "dépenses électorales ne sont imputées au candidat concerné que dans sa circonscription électorale".

La disposition appelle les observations suivantes :

- 1° la question se pose de savoir ce que visent les termes "25 p.c. de ce montant"; le montant visé est-il celui de cinquante millions de francs constituant le maximum prévu à l'alinéa 1er du paragraphe 1er de la loi ? S'agit-il au contraire du total des dépenses d'engagements financiers réels, étant entendu que ce total ne peut excéder cinquante millions de francs pour l'ensemble des élections ?

.../...

Le texte devrait être précisé pour lever cette équivoque;

- 2° on peut aussi se demander comment il faut interpréter la disposition de l'alinéa 3 nouveau qui prévoit que les "dépenses électorales ne sont imputées au candidat concerné que dans sa circonscription électorale".

Suivant les développements de la proposition

"les partis politiques peuvent en outre axer leur campagne nationale et au niveau des arrondissements sur une seule personnalité majeure. Les dépenses afférentes à cette campagne ne seront imputées aux dépenses électorales de ce candidat que dans sa circonscription. Le candidat devra donc déclarer les dépenses électorales effectuées dans le cadre de la campagne nationale, mais leur montant sera limité aux dépenses faites dans son arrondissement électoral".

Faut-il entendre par là que la totalité des dépenses effectuées sur le nom du candidat au niveau de l'Etat ou de plusieurs arrondissements est imputée au candidat concerné dans sa circonscription électorale, ou bien que seules les dépenses électorales localisées dans cette circonscription lui sont imputées ? Dans cette dernière interprétation, des difficultés de localisation peuvent apparaître lors de la répartition de certaines dépenses électorales, notamment des dépenses afférentes à des communications audiovisuelles.

Le texte proposé pourrait être utilement clarifié à cet égard.

.../...

Sous réserve des observations faites ci-dessus, il est proposé de rédiger le texte néerlandais du paragraphe 1er, proposé, en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

L'article 4bis en projet paraît bien n'avoir pour objet que d'assurer le contrôle et la sanction des abus commis par des membres des Exécutifs nationaux, communautaires et régionaux ou des membres du collège réuni ou de la députation permanente, qui seraient de nature à leur profiter à l'occasion d'une élection législative ou provinciale; en effet, la disposition proposée est appelée à figurer dans le chapitre II qui est relatif à "La limitation et le contrôle des dépenses électorales pour les élections législatives et provinciales".

La disposition, telle qu'elle est rédigée, appelle toutefois les observations suivantes :

- 1° pour plus de clarté et de logique dans la présentation, mieux vaudrait la placer, non dans un article 4bis nouveau, mais à l'article 4, de manière à faire apparaître que les abus seront considérés comme des dépenses de propagande électorale;
- 2° le texte proposé paraît ne pas viser les secrétaires d'Etat de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale; si l'intention des auteurs de la proposition était de

.../...

les viser également, le texte de l'alinéa 1er devrait être complété;

- 3° à l'alinéa 3, c'est sans doute par erreur qu'il est écrit dans le texte français "même si ces frais ont été imposés"; il faut sans doute lire "ont été exposés";
- 4° à l'alinéa 4, il est prévu que la procédure de contrôle applicable est déterminée par la commission et publiée au Moniteur belge; la question se pose de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par la "procédure de contrôle" visée par cette disposition; suivant les développements de la proposition (p. 5), la commission de contrôle ne se borne pas à organiser son fonctionnement, mais détermine elle-même la procédure au moyen de laquelle elle exerce son contrôle; le même système est du reste prévu à l'article 24, alinéa 4, en ce qui concerne le contrôle exercé par la commission sur le rapport financier.

S'il paraît certain que la commission peut elle-même régler les modalités de son propre fonctionnement, la question se pose de savoir si la loi peut également lui conférer le pouvoir de régler la procédure de contrôle des abus visés par la disposition proposée. Bien que la commission ait pu être considérée comme n'ayant pas la nature d'une juridiction (1), il reste que l'exercice par elle du pouvoir que lui attribue la

(1) M. VERDUSSEN : La limitation et le contrôle des dépenses de propagande électorale, Annales de droit de Louvain, 1990, p. 313.

disposition proposée est susceptible d'avoir des effets préjudiciables à l'intéressé et à son parti.

Encore que le Conseil d'Etat n'ait pas disposé du temps nécessaire pour approfondir cette question, il lui paraît souhaitable, afin d'assurer la sécurité juridique, que ce soit non la commission, mais la loi qui règle à tout le moins les éléments essentiels de ladite procédure.

Article 10.

Alinéa 1er.

La disposition proposée tend à réserver aux seules personnes physiques, et donc à l'exclusion des sociétés ou associations dotées ou non de la personnalité juridique, le droit de faire des dons à des partis politiques et, sauf lorsqu'il s'agit de dons faits par des partis politiques, à des candidats. Le texte établit ainsi une discrimination fondée sur un critère objectif. Encore, ce critère doit-il être toutefois dans un rapport raisonnable avec le but poursuivi. En l'espèce, il ressort des développements de la proposition (pp. 2, 3 et 11) que le but recherché est "d'instaurer un financement tout à fait transparent" et que cette transparence ne peut être atteinte que par un système autre que celui actuellement en vigueur, à savoir les dons de particuliers, d'entreprises et d'institutions, avec permission aux "mécènes" de déduire fiscalement les libéralités ainsi accordées, parce que "Ce système de financement

.../...

soulève de plus en plus de questions et certains incidents ont montré qu'il pouvait exister des doutes quant à son opportunité".

La question se pose si l'objectif de transparence des auteurs de la proposition sera atteint par la seule exclusion des sociétés et associations de fait du financement des partis politiques et des candidats. La discrimination ainsi opérée ne se fonde-t-elle pas sur un critère inadéquat à l'objectif poursuivi ? La disposition en projet ne semble pas de nature à empêcher que des personnes physiques, agissant en réalité comme intermédiaires de personnes morales ou d'associations de fait, fassent des dons aux partis ou aux candidats (2). On ne peut davantage perdre de vue que des personnes physiques peuvent exercer les mêmes activités lucratives que des personnes morales.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 de l'article 16bis proposé vise l'hypothèse où un parti politique "reçoit un don en violation" de l'alinéa 1er. Cette formulation traduit inexactement les intentions des auteurs de la proposition; sans doute faut-il lire "le parti politique qui accepte un don en violation de la présente disposition". La même observation vaut pour l'alinéa 3. En effet, la réception d'un don n'implique pas

(2) Au demeurant, la suppression de la déductibilité fiscale des dons serait de nature à favoriser un apparent anonymat.

nécessairement son acceptation. Or, la sanction prévue doit s'attacher au caractère volontaire de la réception du don.

Alinéa 3.

Le texte proposé prévoit une sanction pénale à charge de "celui qui, en violation de la présente disposition, aura fait un don à un parti politique ou à un candidat".

Ce faisant, il fait de la qualité de personne morale ou d'association de fait une condition de l'infraction et institue, par là, une responsabilité pénale des personnes morales, ce que le droit positif s'est toujours refusé à faire jusqu'ici, en dehors de quelques très rares cas considérés par la doctrine comme accidentels.

La situation qui serait créée par la disposition proposée serait encore plus délicate si "l'auteur de l'infraction" était une association de fait, en raison de l'inexistence juridique de celle-ci.

Par ailleurs, la disposition proposée tend également à sanctionner d'une peine le candidat qui aurait accepté un don en violation de la disposition, c'est-à-dire d'une personne morale ou d'une association de fait autre qu'un parti politique, mais elle ne sanctionne pas celui qui, sans être candidat, aurait accepté un tel don au nom et pour compte d'un parti politique.

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle ces personnes qui auraient commis la même infraction seraient traitées différemment. Les développements de la proposition ne s'expliquent pas à ce sujet.

Certes, le parti politique ferait, en pareille hypothèse, l'objet de la sanction financière prévue à l'alinéa 2 de la disposition proposée, mais cette sanction n'est pas comparable par sa nature avec la peine instituée par l'alinéa 3 de l'article 16bis proposé.

Alinéa 4.

La disposition proposée se borne à rendre applicable à l'infraction "le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal". En réalité, l'intention semble être de rendre applicable tout le livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85 dudit Code.

Alinéa 5.

Dans les développements de la proposition, il est précisé que "le tribunal pourra ordonner que le jugement soit publié intégralement ou par extraits et ce, qu'il y ait eu ou non condamnation".

Or, le texte proposé laisse croire, au contraire, que seul un jugement qui porterait condamnation, pourrait, si le tribunal l'ordonnait, faire l'objet d'une publication.

.../...

En effet, le texte précise que les frais de cette publication "sont à charge du condamné".

Si le texte devait être revu pour être mis en harmonie avec les intentions exprimées dans les développements de la proposition, il devrait, en outre, préciser à charge de qui les frais de publication du jugement d'acquiescement doivent être portés.

Article 18.

Il conviendrait de supprimer, dans l'article 110 du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots "et i".

Article 19.

Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il n'y a pas lieu de compléter l'article 19 par un second alinéa modalisant l'entrée en vigueur de l'article 4bis proposé, pour la période se situant entre le 1er janvier 1993 et la date de publication au Moniteur belge de la loi proposée, compte tenu de la portée rétroactive qu'aurait, pour cette période, l'article 19 tel qu'il est actuellement rédigé.

Artikel 1.

Die tekst die wordt voorgesteld tot aanvulling van paragraaf 1 van artikel 2 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, heeft tot doel de politieke partijen in staat te stellen om 25 pct. van het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor verkiezingspropaganda aan te rekenen aan de kandidaten, waarbij gepreciseerd wordt dat in dat geval "... aan elke kandidaat slechts een bedrag ten belope van ten hoogste tien procent van het in dit lid bepaalde percentage (kan) worden toegerekend". Bovendien bepaalt de bewuste tekst dat de partijen "... met één of meerdere kandidaten hun nationale en arrondissementele campagne (kunnen) voeren" en dat in dat geval "de verkiezingsuitgaven de betrokken kandidaat alleen in zijn kiesomschrijving (worden) aangerekend".

Bij de bepaling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- 1° de vraag rijst wat de woorden "25 pct. van dat bedrag" beduiden; is het bedoelde bedrag het bedrag van vijftig miljoen frank, zijnde het maximum vermeld in het eerste lid van paragraaf 1 van de wet ? Of gaat het daarentegen om het totaal van de uitgaven voor reële financiële verbintenissen, met dien verstande dat dit totaal niet groter mag zijn dan vijftig miljoen frank voor de gezamenlijke verkiezingen ?

.../...

De tekst behoeft verduidelijking om die dubbelzinnigheid weg te werken;

- 2° tevens doet de vraag zich voor hoe het bepaalde van het nieuwe derde lid moet worden opgevat, namelijk dat "de verkiezingsuitgaven de betrokken kandidaat alleen in zijn kiesomschrijving (worden) aangerekend".

De toelichting bij het voorstel luidt aldus :

"de politieke partijen kunnen daarenboven hun nationale en arrondissementele campagne voeren met één boegbeeld. De uitgaven voor deze campagne worden alleen in de kiesomschrijving van deze kandidaat op zijn verkiezingsuitgaven aangerekend. De kandidaat dient dus de verkiezingsuitgaven ingevolge de nationale partijcampagne aan te geven maar het bedrag ervan is beperkt tot de uitgaven verricht in zijn kiesomschrijving".

Moet daaronder worden verstaan dat alle uitgaven die landelijk of op het niveau van verscheidene arrondissementen op naam van de kandidaat gedaan zijn, aan de betrokken kandidaat in zijn kiesdistrict worden aangerekend, ofwel dat alleen de verkiezingsuitgaven die in dat kiesdistrict gelocaliseerd zijn hem worden aangerekend ? In het geval van de laatste interpretatie kunnen localisatiemoeilijkheden rijzen bij de verdeling van sommige verkiezingsuitgaven, inzonderheid van de uitgaven voor audiovisuele verbindingen.

De voorgestelde tekst zou in dit opzicht zeer geschikt kunnen worden verduidelijkt.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen wordt voorgesteld in de voorgestelde paragraaf 1 "aangere-

.../...

kend" te schrijven, in plaats van "toegerekend", alsook "één of meer" in plaats van "een of meerdere".

Artikel 3.

Het ontworpen artikel 4bis lijkt slechts de controle en de bestraffing van de misbruiken tot doel te hebben begaan door leden van de nationale regering, de gemeenschaps- en gewestexecutieven of door leden van het verenigd college of van de bestendige deputatie, en die bij een parlaments- of provincieraadsverkiezing in hun voordeel zouden kunnen spelen; de voorgestelde bepaling is immers bestemd om in hoofdstuk II te worden opgenomen dat betrekking heeft of de "Beperking en controle van de verkiezingsuitgaven voor de parlaments- en provincieraadsverkiezingen".

Bij de bepaling, gelijk deze geredigeerd is, dienen echter de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- 1º duidelijkheidshalve en ter wille van een logischer ordening zou het beter zijn haar niet in een nieuw artikel 4bis onder te brengen, maar op te nemen in artikel 4, opdat blijkt dat de misbruiken als uitgaven voor verkiezingspropaganda beschouwd zullen worden;
- 2º de voorgestelde tekst lijkt de Staatssecretarissen van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve buiten beschouwing te laten; indien het de bedoeling van de stellers van het voorstel is ook en erbij te betrekken, dient de tekst van het eerste lid te worden aangevuld;

.../...

- 3º in het derde lid staat wellicht bij vergissing in de Franse tekst geschreven : "même si ces frais ont été imposés"; er dient wellicht gelezen te worden : "ont été exposés";
- 4º in het vierde lid wordt bepaald dat de voor die toetsing geldende procedure vastgesteld wordt door de commissie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad; de vraag rijst wat verstaan dient te worden onder "voor die toetsing geldende procedure", waarnaar in deze bepaling verwezen wordt; volgens de toelichting bij het voorstel (blz. 5) beperkt de controlecommissie zich er niet toe haar werkzaamheden te organiseren, maar bepaalt zij zelf de procedure waarmee zij haar toetsing verricht; een zelfde werkwijze wordt overigens voorgeschreven in artikel 24, vierde lid, wat de door de commissie uitgeoefende controle op het financiële verslag betreft.

Ook al lijkt het zeker dat de commissie zelf de nadere regelen voor haar eigen werkwijze mag bepalen, toch rijst de vraag of de wet haar ook de bevoegdheid kan verlenen om de procedure voor het toezicht op de in de voorgestelde bepaling bedoelde misbruiken vast te stellen. Ook al is de commissie beschouwd kunnen worden als een instelling die niet de aard van een rechtscollege heeft (3), dat neemt niet weg dat wanneer ze de bevoegdheid die haar door de voorgestelde bepaling wordt

(3) M. VERDUSSEN : La limitation et le contrôle des dépenses de propagande électorale, Annales de droit de Louvain, 1990, blz. 313.

verleend, uitoefent, dit nadelige gevolgen voor de betrokkene en zijn partij kan hebben.

Ofschoon de Raad van State niet over de nodige tijd heeft beschikt om deze vraag uit te diepen, lijkt het hem om de rechtszekerheid te waarborgen wenselijk dat, niet de commissie, maar de wet ten minste de fundamentele bestanddelen van de genoemde procedure regelt.

Artikel 10.

Eerste lid.

De voorgestelde bepaling wil het recht om giften te doen aan politieke partijen en, behalve wanneer het gaat om giften van politieke partijen aan kandidaten, alleen verlenen aan natuurlijke personen, met uitsluiting dus van de vennootschappen of verenigingen die al dan niet rechtspersoonlijkheid bezitten. De tekst voert zo een discriminatie in die gegrond is op een objectief criterium. Dat criterium behoort echter in een redelijke verhouding te staan met het nagestreefde doel. In het onderhavige geval blijkt uit de toelichting bij het voorstel (blz. 2, 3 en 11) dat het nagestreefde doel erin bestaat "in een klare en totaal open financiering te voorzien" en dat die doorzichtigheid alleen maar door een ander dan het momenteel geldende stelsel kan worden bereikt - namelijk de giften van particulieren, ondernemingen en instellingen, waarbij het "mecenaat" de aldus gedane giften fiscaal mag aftrekken -

.../...

omdat "meer en meer ... vragen (worden) gesteld over de wenselijkheid van een dergelijk stelsel (en) incidenten hebben aangetoond dat daarover twijfel kan bestaan".

De vraag rijst of de doorzichtigheid die de stellers van het voorstel beogen, bereikt zal worden door de loutere uitsluiting van vennootschappen en feitelijke verenigingen bij de financiering van politieke partijen en kandidaten. Is de aldus teweeggebrachte discriminatie niet gegrond op een criterium dat niet beantwoordt aan het nagestreefde doel? De ontworpen bepaling lijkt niet te zullen kunnen verhinderen dat natuurlijke personen die feitelijk als tussenpersonen van rechtspersonen of feitelijke verenigingen optreden, giften doen aan partijen of kandidaten (4). Bovendien moet er rekening mee gehouden worden dat natuurlijke personen dezelfde winstgevende werkzaamheden kunnen uitoefenen als rechtspersonen.

Tweede lid.

Het tweede lid van het voorgestelde artikel 16bis betreft het geval waarbij een politieke partij "in strijd met deze bepaling een gift ontvangt". Deze formulering geeft de bedoeling van de stellers van het voorstel onjuist weer; wellicht dient gelezen te worden "de politieke partij die in strijd met deze bepaling een gift aanvaardt". Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid. Het ontvangen

(4) De afschaffing van de fiscale aftrekbaarheid van giften zou trouwens een ogenschijnlijke anonimiteit met zich kunnen brengen.

van een gift wil immers nog niet zeggen dat zij ook aanvaard wordt. De voorgeschreven strafbepaling dient gekoppeld te worden aan de vrijwillige inontvangstneming van de gift.

Derde lid.

De voorgestelde tekst voorziet in een straf voor "(diegene) die in strijd met deze bepaling een gift doet aan een politieke partij of aan een kandidaat".

Zodoende maakt hij van de hoedanigheid van rechtspersoon of feitelijke vereniging een voorwaarde voor het strafbare feit en voert hij bijgevolg een strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen in, wat tot hiertoe in het positieve recht altijd vermeden is, op enkele zeldzame gevallen na die door de rechtsleer als toevallig worden beschouwd.

De toestand die zou ontstaan door de voorgestelde bepaling, zou nog hachelijker zijn indien "de persoon die het strafbare feit heeft gepleegd" een feitelijke vereniging is, omdat deze juridisch gezien niet bestaat.

Bovendien strekt de voorgestelde bepaling ook tot het bestraffen van een kandidaat die in strijd met de bepaling een gift aanvaard zou hebben, dat wil zeggen, van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging die geen politieke partij is, maar zij straft niet diegene die, zonder kandidaat te zijn, een dergelijke gift zou hebben aanvaard in naam en voor rekening van een politieke partij.

.../...

De Raad van State ziet niet in om welke reden deze personen die hetzelfde strafbare feit gepleegd zouden hebben, verschillend behandeld zouden worden. De toelichting bij het voorstel verstrekt hierover geen uitleg.

Op de politieke partij zou in een dergelijk geval weliswaar de financiële sanctie bepaald in het tweede lid van de voorgestelde bepaling van toepassing zijn, maar die sanctie is wegens haar aard niet vergelijkbaar met de straf ingesteld bij het derde lid van het voorgestelde artikel 16bis.

Vierde lid.

De voorgestelde bepaling beperkt zich ertoe "hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek" toepassing te doen vinden op het strafbare feit. Eigenlijk lijkt het de bedoeling te zijn het hele eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 van dat Wetboek inbegrepen, toepassing te doen vinden.

Vijfde lid.

In de toelichting bij het voorstel wordt bepaald dat "het vonnis ... op bevel van de rechtbank geheel of gedeeltelijk gepubliceerd (kan) worden ongeacht of er al dan niet een veroordeling is".

.../...

Nu wekt de voorgestelde tekst integendeel de indruk dat alleen een vonnis dat een veroordeling inhoudt, gepubliceerd zou kunnen worden indien de rechtbank dat zou bevelen. In de tekst wordt namelijk gesteld dat "de kosten door de veroordeelde (worden gedragen)".

Indien de tekst herzien zou worden om hem te laten overeenstemmen met de bedoeling weergegeven in de toelichting bij het voorstel, zou er bovendien in aangegeven moeten worden aan wie de kosten van publikatie van een vrijspraakvonnis behoren te worden aangerekend.

Artikel 18.

In artikel 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 dienen de woorden "en i" geschrapt te worden.

Artikel 19.

De wetgever dient na te gaan of artikel 19 niet aangevuld hoeft te worden met een tweede lid tot regeling van de inwerkingtreding van het voorgestelde artikel 4bis, voor de periode tussen 1 januari 1993 en de datum van bekendmaking van de voorgestelde wet in het Belgisch Staatsblad, gelet op de terugwerkende kracht die artikel 19, gelijk het thans luidt, voor deze periode zou hebben.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

M. FAUCONIER

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. FAUCONIER.

C.-L. CLOSSET.